



LA POSTE. Militants et associations ont pris le relais pour consulter la population

« L'opération relève plus de la pétition que du référendum »



Les cris des enfants qui jouent dans la cour de l'école de Saint-Quentin-de-Baron aident le soleil à dissiper la brume matinale en ce vendredi matin. Sergio, membre du Front de gauche, achève la mise en place du bureau de vote dressé devant l'entrée. Canalisé par un employé municipal, le ballet d'automobiles déverse des parents tenant par la main leur progéniture, bardée de sacs à dos.

« Venez dire si vous êtes pour ou contre la privatisation de La Poste ! » invite Sergio. Nul besoin d'explications, ils connaissent tous le sujet. « J'ai un compte postal depuis toujours, je ne veux pas que ça change », commente Delphine.

Trois agences postales

Maire et conseiller général, Christian Mur viendra voter « en tant que simple citoyen », avant de commenter : « Il ne reste plus que trois agences postales sur le territoire de l'Entre-deux-Mers-Ouest. Elles sont financées par la Communauté de commune ».

Quelques parents s'attardent : on discute du maillage territorial des services publics, qui facilitent l'implantation d'entreprises.

Un bébé dans les bras, Sébastien s'avance : « Ah c'est pour La Poste ! Je bosse chez First (NDLR : ancienne usine Ford à Blanquefort), j'ai déjà voté là-bas ». « Bravo ! », félicite Sergio. « Remarque, si tu veux, je peux revoter ! », ajoute Sébastien dans un grand sourire. « Non, on n'est pas comme ça ! », répond Sergio avant de poursuivre : « En fait, l'opération relève plus de la pétition que du référendum. Les gens qui sont d'accord avec la réforme ne viennent pas voter ».



Saint-Quentin : forte participation des parents d'élèves. (Photo F. P.)

« Service de proximité »

A Moulon, l'association L'écho des platanes, créée à la suite de l'élection de Myriam Doleu comme conseillère municipale d'opposition, a soigneusement préparé la « votation citoyenne » : bulletin d'information largement distribué et organisation de trois sessions de vote. La dernière se déroulait samedi matin, à proximité des commerces. « On a vu ce que donnait la privatisation pour l'eau et l'électricité, en France ou dans les autres pays : on veut conserver un bon service rendu », explique Laurent après avoir voté.

Les Moulonnais sont d'autant plus motivés qu'après les réductions de plage d'ouverture du bureau de poste, c'est l'agence postale, financée par la commune, qui se profile. Pour Pascal, client depuis 30 ans, « la poste est le service de proximité par excellence. La privatisation est un fiasco dans les pays où elle a été mise en place, l'exigence de rentabilité tue le service public ». Emue, Catherine ajoute : « C'est triste à dire, mais les drames chez France Telecom, où l'inquiétude pousse au suicide, devraient alarmer les citoyens ».

Une délégation fonce vers Branne, où la file d'attente est longue dans le seul bureau de poste ouvert du secteur. En fin d'après-midi, les résultats pour Moulon et Branne sont sans appel : sur 461 votants, 460 s'opposent à la modification des statuts de La Poste.

Lire également en page 5 et 14.